



LAFLEUR Eugène

Naissance : 6 mars 1889 - Saizerais (54)
Année d'entrée en résistance ou F.F.I. : 1941
Résistance : [F.T.P.](#), [P.C.F.](#), [F.N](#)
Pseudonyme(s) : Étienne Charpentier
Secteur(s) d'action : Paris / Brest
Arrêté, Torturé, Évadé, Fusillé, Fusillé au Mont Valérien
Décès : 17 septembre 1943 - Suresnes (92)
Mort pour la France

Eugène Constant Toussaint Lafleur est le fils d'une journalière et d'un mineur. Durant ses études, il passe avec succès ses certificats d'études primaires et secondaires. Après une formation de tourneur sur métaux, il est employé chez Sautter-Harlé, lors de la Première Guerre mondiale. Il échappe au front car son entreprise est classée usine de guerre. Il participe en mai 1918 aux grèves déclenchées dans ces usines, pour protester contre la continuation de la guerre. Alors qu'il réside au 34 rue Duplex dans le XV^e arrondissement de Paris, il épouse en juillet 1918 Suzanne Ouin, dont il eut un fils.

Durant l'entre-deux-guerres, Eugène Lafleur s'investit dans le syndicalisme et adhère au [Parti communiste français \(P.C.F\)](#) après le congrès de Tours. En 1936, il travaille désormais aux usines Citroën de la place Balard. À la déclaration de la Seconde Guerre mondiale, il n'est pas mobilisé car trop âgé. Le 15 avril 1940, il est licencié pour arrêt volontaire de travail. En septembre 1940, il s'inscrit au fonds de chômage de l'arrondissement. Il continue le militantisme de manière clandestine depuis l'interdiction du parti, ce qui lui vaut d'être arrêté début février 1941 et interné à la prison de la Santé jusqu'en juin 1941. Pour ne pas le laisser libre, les autorités françaises le placent sous le coup d'un arrêté préfectoral d'internement administratif. Pas du tout décidé à subir un nouvel internement, Eugène Lafleur s'évade du dépôt dans la nuit du 7 au 8 juillet 1941, avec une vingtaine d'autres militants communistes.

Selon [Eugène Kerbaul](#), le fugitif Lafleur s'est fait discret plusieurs semaines avant d'être envoyé à Brest. Sa date d'arrivée dans la cité du Ponant est méconnue. Il adopte une fausse identité, même vis à vis des militants clandestins du parti et trouve un emploi dans la société *A.Dodin*, comme métallurgiste. Toujours selon [Kerbaul](#), le parisien exilé en Bretagne aurait eu des responsabilités politiques à Brest [1]. Il est également parfois cité comme organisateur de l'Organisation spéciale puis responsable des [Francs-tireurs et partisans \(F.T.P\)](#). Tout ceci n'est pas clairement établi dans la mesure où l'organigramme communiste brestois est assez bien défini et qu'il n'y apparaît nullement. De par son statut, il a pu cependant agir comme conseiller auprès des triangles de direction du parti et des groupes de l'Organisation spéciale.

Le seul rôle précis qu'on puisse lui attribuer à Brest ne date que du printemps 1942. Le 14 mai 1942, à la suite de la condamnation à mort du résistant communiste [Carlo De Bortoli](#), le [P.C.F](#) par la main d'[Albert Abalain](#), adresse une lettre au policier ayant produit un faux témoignage au procès. Il lui est demandé de se rétracter publiquement afin de sauver le brestois d'une éventuelle exécution. La demande est assortie d'un avertissement qu'en cas d'application de la sentence envers le résistant, ce policier serait lui même

jugé par un tribunal de la résistance et probablement condamné à mort. Le policier n'effectue pas la démarche, il est alors condamné à mort par [Albert Abalain](#), [Pierre Corre](#) et Eugène Lafleur [2].

Il aurait pris part à de nombreuses actions sur Brest durant son séjour. À ce jour, aucune n'est connue à part la diffusion de la propagande. Fin septembre 1942, Eugène Lafleur s'enfuit de chez [Albert Rolland](#) lors d'une descente de la police française et de la S.P.A.C d'Angers. Il se réfugie chez [Pierre Corre](#), qui l'héberge temporairement, mais il est rapidement appréhendé. C'est le début d'une vaste opération policière à Brest et en Bretagne. Elle permettra de démanteler une grande partie de la Résistance communiste locale, sans pour autant parvenir à l'éradiquer. Durant ses interrogatoires, Eugène Lafleur est suspendu par les mains puis frappé durant plusieurs heures à coup de cravache pour obtenir ses aveux.

Rapport de police du 24 novembre 1942 :

« Eugène Lafleur distribuait des tracts en ville et sur les chantiers, tracts que lui remettait [Abalain Albert](#). Il fit circuler des listes de souscription du Secours populaire en faveur des internés politiques dont il était délégué pour le bâtiment. Vers juillet dernier, il fut nommé membre de la Section départementale du parti dirigée conjointement par [Corre](#) et [Abalain Albert](#).

Il reconnaît avoir reçu au début d'août 1942, 21 feuilles de tickets de pain provenant d'un cambriolage commis dans la Loire-Inférieure. Il les vendit à raison de 100 frcs l'une, et versa 1.700 frcs à [Abalain](#) et 400 frcs à [Rolland Albert](#), pour alimenter la caisse du parti. Il est partisan de l'action directe. »

Il est interné à la prison du château de Brest avec les autres résistants communistes raflés à la même période. Après un passage sur Rennes pour y être jugés par un tribunal français, les résistants communistes sont remis aux autorités allemandes. Jugé sur Paris en août 1943, Eugène Lafleur est condamné à mort au motif d'avoir entrepris de recréer le parti communiste illégal, dans le but de combattre les troupes allemandes d'occupation.

Eugène Lafleur est fusillé à la forteresse du Mont-Valérien, le 17 septembre 1943, aux côtés de [18 autres résistants communistes brestois](#). Leurs dépouilles sont transférées le jour même pour inhumation au cimetière d'Ivry-sur-Seine.

À titre posthume, il est homologué au grade fictif de sergent-chef et décoré de la médaille de la Résistance française en 1959. Son nom figure à Brest sur la stèle du square Yves Giloux, à Paris sur la plaque de l'Union fédérale de la métallurgie 94 rue Jean-Pierre Timbaud (XI^e arr.), ainsi que sur la cloche en bronze au Mont-Valérien à Suresnes.

Publiée le lundi 20 décembre 2021, par [Gildas Priol](#), mise à jour mardi 4 janvier 2022

Sources - Liens

- Archives départementales de Meurthe et Moselle, registre des matricules.
- Archives départementales du Finistère, rapport de police du 24 novembre 1942.
- Service historique de la Défense de Vincennes, dossier individuel de résistant d'Eugène Lafleur ([GR 16 P 329253](#)), aimablement transmis par [Edi Sizun](#).
- Ordre de la Libération, registre des médaillés de la Résistance française ([J.O du 13/01/1959](#)).
- Le Maitron, notice biographique d'[Eugène Lafleur](#).
- KERBAUL Eugène, *1270 militants du Finistère (1918-1945)*, édition à compte d'auteur, Paris, 1985.

- KERBAUL Eugène, *Chronique d'une section communiste de province (Brest, janvier 1935 - janvier 1943)*, édition à compte d'auteur, Paris, 1992.

Remerciements à Françoise Omnes pour la relecture de cette notice.

Notes

[1] Cf. KERBAUL Eugène, *Chronique d'une section communiste de province (Brest, janvier 1935 - janvier 1943)*, édition à compte d'auteur, Paris, 1992, page 287.

[2] La veille de l'exécution de [Carlo De Bortoli](#), le 21 août 1942, le policier sera la cible d'un attentat par [Jean-Louis Primas](#).

Mémoires des Résistants et FFI de l'arrondissement de Brest - <https://www.resistance-brest.net>